



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

## COMITÉ DES PRODUITS

### TRENTE ET UNIÈME SESSION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES GRAINES OLÉAGINEUSES ET LES MATIÈRES GRASSES

4-5 mars 2021

### ÉTUDE DE L'ÉVOLUTION RÉCENTE DES POLITIQUES ET DES MESURES SECTORIELLES INTÉRESSANT LA FILIÈRE OLÉAGINEUSES

Le présent document a été établi par le Secrétariat afin que les délégués l'examinent au titre du point II de l'ordre du jour. Il donne un aperçu de l'évolution récente des politiques et des initiatives sectorielles mises en œuvre au niveau national, qui ont une incidence sur les marchés internationaux, régionaux ou nationaux des oléagineux et de leurs produits dérivés.

Les délégués sont invités à examiner l'étude présentée par le Secrétariat et à donner des indications concernant les politiques menées dans leurs pays respectifs ainsi que les initiatives du secteur privé s'y rapportant.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:*

Peter Thoenes

Secrétaire du Groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses et les matières grasses

Division des marchés et du commerce

Courriel: [Peter.Thoenes@fao.org](mailto:Peter.Thoenes@fao.org)

---

## Table des matières

---

### ÉTUDE DE L'ÉVOLUTION RÉCENTE DES POLITIQUES ET DES MESURES SECTORIELLES INTÉRESSANT LA FILIÈRE DES OLÉAGINEUX

Page

A. POLITIQUES PUBLIQUES .....	3
B. INITIATIVES SECTORIELLES .....	7

## ÉTUDE DE L'ÉVOLUTION RÉCENTE DES POLITIQUES ET DES MESURES SECTORIELLES INTÉRESSANT LA FILIÈRE OLÉAGINEUSES

### A. POLITIQUES PUBLIQUES

1. **Mesures prises au niveau national face à la covid-19:** En 2020, les pays ont mis en œuvre de nombreuses mesures visant à protéger la santé publique et à sécuriser les approvisionnements alimentaires nationaux dans le contexte de la crise liée à la covid-19, qui pour certaines ont eu une incidence directe sur les marchés des oléagineux et de leurs produits dérivés. En Argentine, au Brésil, en République populaire de Chine (ci-après dénommée «Chine»), en Inde et en Malaisie, les restrictions imposées en matière de déplacements et d'autres mesures d'ordre sanitaire visant à contenir la propagation de la maladie ont perturbé temporairement la production et la transformation des oléagineux, de même que la logistique portuaire et de transport, et de ce fait les flux commerciaux internationaux. Afin de prévenir des pénuries potentielles et de stabiliser les prix intérieurs, un certain nombre de pays ont facilité temporairement les importations d'oléagineux et de leurs produits dérivés, tandis que d'autres ont introduit des restrictions temporaires à l'exportation. Par ailleurs, la Malaisie a provisoirement suspendu ses taxes à l'exportation d'huile de palme, afin d'aider ses plantations de palmiers à huile à sortir de la crise liée à la covid-19. Face à une pénurie de main-d'œuvre dans les plantations, que les restrictions imposées aux déplacements du fait de la pandémie ont accentuée, le pays a également adopté des politiques visant à attirer les travailleurs migrants. Parallèlement, un certain nombre de pays ont réglementé leurs marchés intérieurs des huiles comestibles en vue de freiner la flambée des prix à la consommation. Les États-Unis d'Amérique (ci-après dénommés «États-Unis») et l'Union européenne (ci-après dénommée «UE») ont lancé des programmes complets d'aide à l'agriculture visant à rééquilibrer l'offre et la demande dans les secteurs les plus durement touchés, y compris ceux des céréales et des oléagineux. La Chine a présenté des plans indiquant la voie à suivre pour assurer la sécurité alimentaire nationale, à court terme comme à moyen et long terme, alors que l'Inde a fait fond sur la crise liée à la covid-19 pour lancer des réformes du marché de grande envergure visant à améliorer la compétitivité du secteur agricole. Par ailleurs, le Brésil, l'Indonésie, la Malaisie et l'UE ont temporairement réduit leurs objectifs de consommation d'agrogazole face à la contraction soudaine de la demande de carburant, induite par les mesures de confinement mises en place au niveau national.

2. **Appui aux agriculteurs:** En 2020, l'Inde a lancé de profondes réformes du marché visant à renforcer la compétitivité du secteur agricole, tout en améliorant les revenus des cultivateurs. Afin d'encourager la participation du secteur privé dans l'agroalimentaire, le pays a introduit des mesures visant à libéraliser la commercialisation des produits agricoles et la gestion des stocks. Les prix de soutien minimaux pour les oléagineux ont été maintenus, mais les achats publics sont restés limités. Au Brésil, le programme habituel de prêts agricoles subventionnés et de mesures de soutien à la commercialisation a été renouvelé. Il demeurerait axé sur les petits et moyens exploitants agricoles et la composante assurance-récolte a été renforcée. L'Argentine a mis en œuvre un nouveau programme de soutien en faveur des petites et moyennes exploitations de soja, en vue d'encourager la production en dehors des principales régions productrices du pays, tandis que le Mexique a réduit ses mesures d'appui aux grandes exploitations commerciales. En Chine, où les mesures visant à promouvoir la culture du soja ont été maintenues, la crise liée à la covid-19 a donné lieu à de nouvelles initiatives visant à sécuriser les approvisionnements alimentaires intérieurs à moyen et à long terme. Parallèlement, le Gouvernement de la Fédération de Russie a fixé à 90 pour cent le taux d'autosuffisance du pays pour les huiles végétales. Le Canada a encouragé la production de produits protéiques de qualité alimentaire issus du colza, tandis que les Philippines, l'Indonésie et les Fidji ont introduit de nouvelles mesures destinées à favoriser le rajeunissement des plantations de cocotiers. L'Italie, pour sa part, accordait des prêts garantis aux producteurs d'huile d'olive touchés par des conditions de marché défavorables. La Malaisie a lancé des programmes visant à promouvoir la mécanisation dans le secteur des plantations et a

intensifié ses efforts pour recruter et former des travailleurs locaux pour les plantations, et remédier ainsi aux pénuries chroniques de main-d'œuvre qui affligent en particulier le secteur du palmier à huile. Parallèlement, des programmes de secours spéciaux destinés à indemniser les agriculteurs touchés par des phénomènes météorologiques extrêmes ou par des infestations de ravageurs, ont été mis en œuvre aux États-Unis, en Inde, en Italie et aux Philippines.

3. **Développement du secteur:** De nombreux pays, notamment en Afrique, ont mis en œuvre une série de mesures de développement du secteur, visant à atteindre les objectifs à long terme suivants: i) augmenter la productivité; ii) favoriser la diversification des cultures; iii) promouvoir des méthodes de production plus durables; iv) accroître la valeur ajoutée au niveau local; v) soutenir la création d'emplois; et vi) réduire la dépendance à l'égard des importations d'huile végétale ou augmenter les recettes d'exportation. Une attention particulière était donnée à la noix de coco, au sésame, à l'huile de palme et à la culture de l'olivier. En France, le gouvernement a lancé un plan visant à développer la production intérieure de protéines d'origine végétale, afin de réduire la dépendance du pays à l'égard des importations d'aliments protéiques pour animaux, en particulier de farine de soja.

4. **Mesures de lutte phytosanitaire:** Dans plusieurs pays, les décideurs ont continué à suivre de très près les autorisations relatives aux pesticides ainsi que les normes régissant l'utilisation de ces produits, mettant ainsi en évidence des inquiétudes croissantes quant aux risques que ceux-ci peuvent présenter pour l'environnement et la santé. S'agissant du glyphosate, la non-cancérogénicité de cet herbicide a été réaffirmée aux États-Unis, tandis que la France a confirmé l'interdiction de certaines utilisations du produit à compter de janvier 2021, introduisant par ailleurs des incitations économiques en faveur des exploitants qui s'abstiennent volontairement de l'employer. Ailleurs, en Thaïlande, l'utilisation du glyphosate est maintenant subordonnée à des autorisations spécifiques et des niveaux de tolérance zéro ont été introduits pour les résidus d'autres pesticides dans les produits alimentaires, alors que le Viet Nam a reporté à plus tard l'interdiction d'utilisation du glyphosate qui devait entrer en vigueur en juin 2020. Le Dicamba, un autre désherbant largement utilisé pour le soja, a été approuvé de nouveau au Brésil et aux États-Unis, sous réserve de l'application de mesures de contrôle visant en assurer une utilisation efficace et à garantir une protection adéquate de l'environnement, notamment pour les végétaux non visés. Les États-Unis ont également soutenu le développement de nouveaux herbicides visant à offrir aux producteurs de soja de nouveaux moyens de lutte contre les adventices devenues résistantes aux désherbants classiques. Parallèlement, dans l'UE, la décision qui a été prise de ne pas renouveler l'autorisation relative au thiaclopride a contribué à réduire davantage le nombre de pesticides dont disposaient les producteurs de colza. S'agissant des mesures de lutte contre *Xylella fastidiosa* qui s'attaque aux oliviers, l'UE a assoupli ses politiques d'éradication des arbres, privilégiant des mesures de confinement générales et un contrôle strict de la circulation des produits à haut risque.

5. **Politiques relatives aux biocarburants:** En 2020, les taux de mélange obligatoires applicables au gazole utilisé dans le secteur des transports ont été augmentés au Brésil, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande – contribuant ainsi à soutenir davantage la croissance de l'utilisation des huiles de palme et de soja en tant que matière première pour la fabrication de biocarburants. Néanmoins, dans le courant de l'année, un certain nombre de problèmes ont freiné la mise en œuvre de ces programmes. Le Brésil a décidé de suspendre temporairement ses obligations de mélange à plus forte concentration en raison de disponibilités insuffisantes d'agrogazole, résultant de l'affaiblissement des stocks nationaux d'huile de soja. Afin de remédier à la situation, les producteurs d'agrogazole ont été autorisés à utiliser aussi des matières premières importées. En Indonésie, où la production d'agrogazole à base d'huile de palme demeurait subventionnée, l'augmentation des taux de mélange a coïncidé avec une accentuation de l'écart de prix entre l'agrogazole et l'huile minérale – ce qui a mis à rude épreuve les finances publiques, finissant par conduire à une augmentation des taxes perçues sur les exportations d'huile de palme. Par ailleurs, l'utilisation intérieure d'agrogazole ayant été inférieure à l'objectif en 2020, le gouvernement a préféré reporter le passage prévu à des taux de mélange plus élevés. De même, en Malaisie, où l'épidémie de covid-19 a fait chuter la demande intérieure de carburant, le passage progressif à un taux de mélange plus élevé a été provisoirement suspendu et la mise en œuvre de ces nouvelles obligations au niveau national pourrait être reportée à 2022. Parallèlement, le Canada a annoncé une politique à

moyen terme ambitieuse en matière de biocarburants, visant à encourager les investissements dans le secteur national de l'énergie verte, tandis que les États-Unis ont soutenu les investissements infrastructurels nécessaires à l'appui de mélanges à plus forte concentration en biocarburants, et ont encouragé la recherche sur l'utilisation des graines oléagineuses comme matière première pour la production de kérosène renouvelable. D'autre part, l'Inde a continué d'encourager la transformation des huiles de cuisson usagées en agrogazole. Par ailleurs, plusieurs pays ont révisé leurs normes en matière de carburants et procédé à des essais moteur avec des mélanges à plus forte concentration en biocarburants. S'agissant du commerce international, l'Indonésie, qui est le premier fournisseur mondial d'huile de palme, a demandé à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de mettre en place une équipe spéciale chargée d'évaluer la conformité de certaines mesures prises par l'UE concernant les biocarburants à base d'huile de palme avec les règles du commerce international – initiative suivie d'une démarche analogue de la part de la Malaisie en janvier 2021. Par ailleurs, les États-Unis ont maintenu les mesures antidumping et les droits compensateurs appliqués aux biocarburants importés d'Argentine, tandis que l'UE a confirmé les droits compensateurs visant les importations d'agrogazole en provenance des États-Unis.

6. **Mesures de politique commerciale:** S'agissant des *mesures visant les importations*, le Brésil, l'Inde, la Turquie et la Fédération de Russie ont temporairement suspendu les droits à l'importation appliqués à un certain nombre de graines oléagineuses, d'huiles et de farines, dans l'objectif de contenir la hausse des prix à la consommation due à la contraction des disponibilités intérieures et mondiales. En vue d'améliorer ses liens commerciaux avec la Malaisie, l'Inde a aussi levé les droits de sauvegarde sur l'huile de palme raffinée malaisienne qui avaient été introduits en septembre 2019. Parallèlement, le Brésil a assoupli les exigences à l'importation visant les produits génétiquement modifiés entrant dans la composition des aliments pour animaux, en particulier le tourteau de soja. Par ailleurs, un certain nombre de pays, dont l'Inde, Sri Lanka et la Turquie, ont augmenté leurs droits sur les importations de divers produits à base d'oléagineux, dans le souci de protéger les cultivateurs locaux, d'encourager la production intérieure d'oléagineux ou encore de soutenir les transformateurs et les raffineurs nationaux. Ailleurs, la Thaïlande a étudié des moyens permettant de mettre fin aux importations illégales d'huile de palme (à utiliser comme matière première pour la production d'agrogazole), tandis que les États-Unis ont interdit les importations d'huile de palme en provenance d'un certain nombre de fournisseurs asiatiques, en raison d'inquiétudes liées au droit du travail.

7. S'agissant des *mesures visant les exportations*, face à la chute des cours internationaux de l'huile de palme (due au repli de la demande mondiale à la suite des mesures de confinement mises en place en lien avec la covid-19, partout dans le monde), l'Indonésie et la Malaisie ont temporairement suspendu leurs taxes sur les exportations d'huile de palme dans le but d'encourager les expéditions et de préserver la croissance du secteur. La Malaisie a aussi intensifié ses efforts de promotion des exportations, en misant sur de nouveaux marchés au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud-Est, tandis que l'Indonésie a révoqué l'obligation visant les expéditions d'huile de palme, qui devaient être effectuées exclusivement au moyen de navires battant pavillon indonésien. Par ailleurs, l'Indonésie a remplacé la taxe forfaitaire perçue auprès des exportateurs d'huile de palme (destinée à financer en particulier le programme national d'aide au secteur de l'agrogazole) par un prélèvement progressif lié au prix de la matière première. Ailleurs, animée par des considérations de politique budgétaire et monétaire, l'Argentine a augmenté ses taxes à l'exportation pour le soja et ses produits dérivés et a resserré les mesures de contrôle des changes applicables aux recettes d'exportation. Cependant, le gouvernement a décidé par la suite de réduire temporairement ses taxes à l'exportation de soja dans le but de stimuler les expéditions et d'accroître les recettes en devises du pays. Afin de contenir la hausse des prix des produits alimentaires, la Fédération de Russie a augmenté, à titre temporaire, la taxe frappant les exportations de graines de tournesol et de colza, tandis que le Sénégal et le Soudan ont réduit leurs exportations d'arachides dans le but de stabiliser les prix intérieurs et d'accroître la valeur ajoutée au niveau local.

8. Concernant les *accords commerciaux régionaux*, l'accord de libre-échange signé entre l'UE et le Viet Nam prévoit la libéralisation des exportations de produits oléagineux de l'Union vers le Viet Nam, ainsi que la suppression graduelle, sur trois ans, des droits que le Viet Nam applique aux importations d'huile d'olive en provenance de l'UE. Par ailleurs, suite à la signature d'un accord commercial entre les États-Unis et le Japon, des droits préférentiels sont appliqués, depuis janvier 2020, aux exportations d'huiles et autres matières grasses des États-Unis vers le Japon. Parallèlement, les membres du MERCOSUR sont convenus d'un ensemble de règles applicables au commerce des produits alimentaires contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés (OGM). En ce qui concerne les *accords commerciaux bilatéraux*, l'accord commercial conclu en décembre 2019 entre les États-Unis et la Chine est entré en vigueur le 14 février 2020. Au titre de cette entente, les deux pays ont abaissé certains des droits supplémentaires perçus sur leurs importations respectives, la Chine ayant néanmoins maintenu le prélèvement spécial de 25 pour cent appliqué aux importations de soja en provenance des États-Unis. Toutefois, en mars, en vertu de son engagement à accroître les importations de produits agricoles venant des États-Unis au cours de la période 2020-2021, le Gouvernement chinois a décidé d'accorder des dérogations temporaires à l'application des tarifs spéciaux visant le soja. S'agissant des *initiatives commerciales visant spécialement les oléagineux*, la Chine a renouvelé ses accords d'importation avec l'Argentine et a établi des contacts avec le Myanmar concernant l'achat de soja et de ses produits dérivés.

9. S'agissant des *différends commerciaux* qui opposent l'UE et les États-Unis concernant les subventions que les deux pays accordent à leur industrie aéronautique respective, les États-Unis ont maintenu les tarifs compensatoires appliqués à un certain nombre de produits en provenance de l'UE, y compris l'huile d'olive importée d'Espagne, tandis que l'UE a introduit des tarifs spéciaux pour plusieurs produits provenant des États-Unis, en particulier les arachides et certaines huiles végétales de moindre importance. Parallèlement, les différends commerciaux entre la Chine et le Canada persistent pour ce qui est du colza.

10. **Réglementation du marché:** En 2020, les pays ont continué de réguler leurs marchés intérieurs à l'aide d'un large éventail d'instruments. Dans le but de protéger les marchés locaux contre des ruptures d'approvisionnement potentielles en lien avec la pandémie de covid-19, la Chine a mobilisé les sociétés commerciales et les entreprises de transformation, publiques et privées, afin qu'elles intensifient les achats et le stockage de céréales et de graines oléagineuses, et des mesures ont été prises pour rationaliser la gestion des réserves stratégiques nationales. Parallèlement, le volume des prélèvements d'oléagineux et d'huiles végétales sur les réserves de l'État a été supérieur aux chiffres enregistrés en 2019. Ailleurs, des mesures visant à réglementer les marchés des huiles comestibles et à stabiliser les prix de détail auraient été mises en place au Bangladesh, dans la Fédération de Russie, au Pakistan, au Soudan et en Thaïlande. Dans l'UE, la principale coopérative agricole de l'Espagne a été autorisée à retirer de l'huile d'olive du marché intérieur dans les années où des excédents de production étaient enregistrés, tandis qu'en Ukraine, la taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux graines oléagineuses et à d'autres produits agricoles a été abaissée pour soutenir le secteur de la transformation de produits alimentaires dans le pays. Afin de changer la perception négative que les consommateurs ont de l'huile de palme dans certains pays, la Malaisie a lancé de nouvelles initiatives visant à protéger l'image de ce produit et à préserver les intérêts du secteur de l'huile de palme dans le pays.

11. **Normes alimentaires:** Alors que le Brésil, la Colombie et le Mexique ont fait état de nouvelles initiatives visant à promouvoir une alimentation saine, notamment une diminution de la consommation de gras saturés, l'Arabie Saoudite s'est ajoutée à la liste des pays qui interdisent l'utilisation, par l'industrie alimentaire, d'huiles ou autres matières grasses partiellement hydrogénées. De nombreux pays ont également introduit de nouvelles LMR (limites maximales de résidus tolérées dans les produits destinés à la consommation humaine ou à l'alimentation des animaux) pour certains pesticides utilisés dans la culture des oléagineux. Par ailleurs, afin de lutter contre le frelatage des huiles comestibles et leur contamination par des substances dangereuses, l'Inde a imposé aux organismes compétents de veiller au respect des règlements en vigueur interdisant la vente en vrac des huiles comestibles et limitant

la réutilisation des récipients en métal et en plastique. Parallèlement, l'UE a approuvé l'utilisation d'ingrédients alimentaires à base de tourteaux de colza, pour la consommation humaine.

12. **Politiques en matière d'OGM:** En Chine, s'écarter des politiques passées, les régulateurs ont approuvé deux événements de transformation génétique mis au point localement – dont une nouvelle variété de soja –, pour la culture domestique. S'agissant des variétés de soja importées, le pays a également autorisé deux nouveaux caractères et renouvelé une autorisation déjà existante. Parallèlement, le Canada a autorisé un nouvel événement de transformation du colza pour la culture domestique, alors que l'UE a approuvé trois nouveaux événements de transformation du soja pour la consommation humaine et l'alimentation des animaux, mais pas pour la culture, précisant que les nouvelles variétés étaient visées par les exigences rigoureuses de l'Union en matière d'étiquetage et de traçabilité.

13. **Durabilité de la production:** Le débat sur la nécessité d'évoluer vers des méthodes de production plus durables s'est poursuivi sans relâche en 2020. Face à un intérêt croissant de la part du grand public, l'Indonésie et la Malaisie ont intensifié leurs efforts visant à promouvoir des pratiques de production durable de l'huile de palme, afin de contribuer à améliorer l'acceptation et la compétitivité de ce produit sur le marché mondial. Dans l'objectif de mettre en place un système de gestion durable du palmier à huile, à l'appui du développement économique national, l'Indonésie a révisé son dispositif de certification de l'huile de palme, en vigueur depuis près de 10 ans. Les principes et les critères du système ont été reformulés, afin de garantir la viabilité sociale, économique et environnementale de la production. Par ailleurs, la certification obligatoire a été étendue aux petits producteurs, mesure accompagnée d'aides financières. Parallèlement, la Malaisie a poursuivi la mise en œuvre de son programme de certification, y compris pour les petits exploitants organisés, ainsi que les initiatives visant à préparer les cultivateurs indépendants aux fins de leur admission à des systèmes de certification groupée spécialement adaptés. Par ailleurs, donnant suite à son plan d'action en faveur de la préservation des forêts dans le monde, l'UE a lancé une consultation publique concernant les initiatives visant à: i) réduire au maximum la contribution de l'Union à la déforestation et à la dégradation des forêts dans le monde; et ii) promouvoir la consommation de produits issus de chaînes d'approvisionnement qui ne contribuent pas au déboisement. Dans le même ordre d'idées, afin de lutter contre la «déforestation importée», le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a mis au point un projet de loi pour la protection de l'environnement dont les dispositions exigent des entreprises et des chaînes de vente au détail nationales qu'elles attestent la provenance de certains produits, en particulier le cacao, le caoutchouc, l'huile de palme et le soja, ainsi que leur production dans le respect des lois locales sur la protection de l'environnement. Au niveau intergouvernemental, la FAO a lancé un outil géospatial en ligne visant à aider les pays à préserver les réservoirs à carbone d'importance stratégique que sont les tourbières. L'objectif est d'enrayer la dégradation des tourbières et de pouvoir en planifier efficacement la remise en état, grâce à une cartographie améliorée et à des activités de surveillance.

## B. INITIATIVES SECTORIELLES

14. **Production durable:** En 2020, les mesures et les normes d'application volontaire du secteur privé en faveur de la production durable d'huile de palme n'ont cessé d'évoluer sous l'œil attentif du public, ainsi qu'en témoignent plusieurs initiatives récentes favorisant l'adoption de pratiques responsables le long de la chaîne de valeur de l'huile de palme. Dans les pays producteurs, les efforts déployés par les associations sectorielles afin de promouvoir des pratiques durables ainsi qu'une meilleure traçabilité tout au long des filières d'approvisionnement nationales – en collaboration avec le secteur public, dans certains cas – se sont poursuivis, tout comme les initiatives du secteur privé visant à former les petits exploitants à des méthodes de production durable et à faciliter leur inclusion dans les systèmes de certification officiels. Parallèlement, dans plusieurs pays européens, les consommateurs, les investisseurs et les décideurs ont continué d'exercer une forte pression sur les acheteurs opérant en aval afin qu'ils s'approvisionnent en huile de palme de manière plus responsable. Partout dans le monde, les acheteurs ont répondu à cet appel en s'engageant à adopter des politiques plus rigoureuses en matière d'approvisionnement et en s'efforçant: i) d'améliorer la traçabilité des produits tout au long de leurs

chaînes d'approvisionnement, et cela par la mise en place d'outils de cartographie et de surveillance plus efficaces; ii) d'exiger de tous leurs fournisseurs – directs, auxiliaires ou tiers –, qu'ils se plient à leurs politiques; iii) d'améliorer la transparence et de renforcer la responsabilisation en communiquant des données sur les fournisseurs et en faisant appel à des vérificateurs indépendants; et iv) de mettre en place des processus transparents pour la gestion et le règlement des doléances. Un certain nombre d'entreprises ont continué à s'adresser directement aux petits exploitants agricoles afin d'améliorer la productivité, alors que d'autres se sont efforcées de mieux aligner leurs initiatives sur les programmes des collectivités locales. Toutes ces activités semblent indiquer une sensibilisation accrue des entreprises à l'importance des risques, aussi bien d'ordre réglementaire que pour leur réputation, que l'évolution de la demande du marché peut faire peser sur leurs opérations.

15. S'agissant du respect des normes sectorielles d'application volontaire, les organismes du secteur privé concernés ont cherché à renforcer davantage leurs systèmes de surveillance et de vérification, ce qui a parfois conduit au retrait des certificats de durabilité de certaines entreprises ou au désinvestissement des bailleurs de fonds au détriment des entreprises soupçonnées d'avoir violé les normes. En 2020, la Table ronde sur la production durable de l'huile de palme (RSPO), qui est l'organisme sectoriel mondialement reconnu de normalisation et de certification de l'huile de palme, a pris des mesures visant à assurer une meilleure application de ses normes en matière de droits humains (en particulier, pour la prévention du travail des enfants), et a révisé ses directives concernant la problématique hommes-femmes et le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause par les groupes autochtones, tout en renforçant son mécanisme de règlement des doléances. D'autres activités ont été menées, visant en particulier à: i) promouvoir la certification auprès des petits exploitants indépendants; ii) encourager l'utilisation d'huile de palme compatible avec le développement durable dans les principaux pays consommateurs (surtout en Chine); et iii) donner des indications sur la voie à suivre pour concilier conservation et développement économique dans les pays d'Afrique à forte couverture forestière. La Table ronde a également soutenu les efforts déployés par les gouvernements de l'UE afin de promouvoir des chaînes d'approvisionnement qui ne contribuent pas au déboisement.

16. Dans l'ensemble, en dépit de ces nombreuses initiatives, l'offre totale de produits certifiés durables n'a augmenté que faiblement en 2019-2020, alors que, tout comme dans les années précédentes, près de la moitié des produits certifiés disponibles n'ont pas trouvé d'acheteur. Constatant un recours excessif à la certification «verte», un certain nombre d'études réalisées par des tiers ont permis d'établir que de nombreux acheteurs d'huile de palme, fabricants de biens de consommation et détaillants avaient du mal à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient eux-mêmes fixés. Des initiatives visant à assurer une protection active des forêts, à favoriser un développement qui soit respectueux de la forêt ainsi qu'à garantir la sécurité des droits fonciers pour les communautés locales, ont été proposées pour obtenir de meilleurs résultats de manière plus économique. Les appels à une action concertée de la part de l'ensemble des parties prenantes – y compris en collaboration avec les pouvoirs publics –, dans les pays producteurs comme dans les pays importateurs, ont également recueilli un consensus général. Par ailleurs, l'idée que le palmier à huile soit l'une des cultures qui offrent le meilleur rendement en huile par hectare et que toute tentative de remplacer l'huile de palme par d'autres huiles végétales aurait probablement des incidences indésirables sur l'environnement, recueille de plus en plus l'adhésion des spécialistes.

17. S'agissant du soja, une attention particulière a aussi continué d'être portée aux enjeux de durabilité. En particulier, une alliance d'entreprises alimentaires internationales a engagé vivement les principaux distributeurs mondiaux de produits de base à s'approvisionner en soja de manière responsable dans la région du Cerrado au Brésil (où la croissance de la production de soja semblait avoir été associée à la conversion de zones de végétation autochtone), invitant ainsi les négociants à renforcer leurs propres engagements et à mettre en place des mécanismes solides de surveillance, de vérification et de notification dans la région. À cet égard, les associations locales de cultivateurs ont recommandé que soit envisagé un système de récompenses en faveur de ceux qui s'emploient de manière volontaire à préserver la végétation autochtone. Parallèlement, un certain nombre d'acheteurs opérant en aval se



sont engagés à se conformer aux principes d'application volontaire pour un approvisionnement durable, définis par la Table ronde sur la production responsable de soja (RTRS), qui est une plateforme mondiale à parties prenantes multiples, tandis que plusieurs entreprises ont lancé leurs propres initiatives en vue d'améliorer la traçabilité tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement.

18. Les efforts du secteur visant à mettre en place des chaînes d'approvisionnement durables pour la noix de coco et l'huile de coco dans la région Asie-Pacifique se sont également poursuivis et ont été concentrés sur le renforcement viable de la productivité, l'accès facilité aux marchés, l'harmonisation des exigences des acheteurs et l'amélioration de la traçabilité des produits.

19. **Mesures relatives aux biocarburants:** En 2020, les efforts déployés par les entreprises privées se sont poursuivis en ce qui concerne la transformation de graines oléagineuses non comestibles et de déchets agricoles – y compris les huiles de cuisson usagées – en agrogazole destiné au secteur des transports. Par ailleurs, l'entrée en vigueur de la nouvelle norme de l'Organisation maritime internationale en matière de carburants pour moteurs marins, a suscité un intérêt pour l'agrogazole comme fuel marin à faible teneur en soufre. Des initiatives récentes concernant la production d'huile végétale hydrotraitée, dite «gazole renouvelable», ont également été signalées. Au Brésil et en Indonésie, des entreprises ont procédé à des essais avancés sur ces carburants de qualité élevée qui, ayant une composition chimique identique à celle de l'huile minérale, sont considérés comme étant adaptés à des utilisations diverses, y compris le mélange direct au kérosène. Par ailleurs, en Chine, où la production et l'utilisation de biocarburants sont restées discrétionnaires, la société pétrolière publique Sinopec a renforcé sa participation sur le marché intérieur de l'agrogazole en augmentant sa production de gazole à 5 pour cent de biocarburants, destiné au secteur des transports. Parallèlement, en Italie, la principale société pétrolière et gazière (Eni) a annoncé des plans visant à mettre progressivement fin à l'utilisation d'huile de palme et de ses dérivés comme matière première pour la production d'agrogazole.

20. **Recherche et développement:** En 2020, les nouvelles activités de recherche menées par les entreprises du secteur et par les universités ont abouti au développement: i) de nouvelles variétés de graines oléagineuses plus performantes, en particulier du point de vue de la tolérance aux maladies, de la résistance aux herbicides et de la résilience face au changement climatique; et ii) d'huiles et de farines offrant de meilleures performances fonctionnelles et des bénéfices accrus sur le plan nutritionnel et de la santé. S'agissant de la recherche variétale, une attention particulière a été donnée au colza, au soja, au palmier à huile et à l'olivier. Les technologies de cartographie du génome et d'édition génomique qui, dans plusieurs pays, font l'objet d'une réglementation moins stricte que les activités de sélection basées sur la modification génétique, ont continué à bénéficier d'une attention particulière. Parallèlement, partout dans le monde, les fabricants de produits alimentaires ont continué à remplacer les huiles hydrogénées et les huiles et autres matières grasses saturées dans les aliments. Au Canada et dans l'Union européenne, les activités de recherche sur les graines de caméline riches en oméga 3, le tourteau de colza de qualité alimentaire et les équivalents du beurre de cacao à base de karité, ont également continué à bénéficier de financements de la part d'entreprises du secteur. Par ailleurs, les efforts mis en œuvre afin de remplacer les dérivés du pétrole par des substances renouvelables et biodégradables ont continué à stimuler la recherche de nouvelles applications industrielles des huiles et autres matières grasses, une attention particulière étant donnée aux matières premières telles que les huiles de cuisson usagées et les déchets issus de la culture du palmier à huile et de l'olivier.

21. **Pratiques de commercialisation et autres initiatives sectorielles:** Dans l'UE, les plans visant à introduire un système d'étiquetage nutritionnel sur base volontaire pour les aliments ont été contestés par les entreprises du secteur des huiles végétales, au motif que la méthode proposée ne permettait pas d'établir une distinction entre les différents types et qualités d'huile végétale. Par ailleurs, un certain nombre de fournisseurs d'huiles et autres matières grasses ont pris des mesures afin de réduire la présence de contaminants spécifiques découlant du raffinage de l'huile végétale – et cela, pour permettre aux fabricants de produits alimentaires de se conformer aux réglementations spécifiques attendues de l'UE. En Espagne, en Argentine et en Tunisie, en vue d'améliorer l'authentification des produits et de prévenir les pratiques frauduleuses tout au long de la chaîne de valeur de l'huile d'olive, les parties prenantes du secteur ont adopté la technologie des chaînes de blocs pour mettre en place des chaînes de

transactions vérifiables. Les outils du registre numérique ont également été utilisés par un groupe d'entreprises commerciales mondiales pour suivre la circulation des céréales et des oléagineux au Brésil. S'agissant de l'huile de palme, un certain nombre d'entreprises alimentaires ont continué d'offrir des produits «sans huile de palme» ce qui, dans les pays producteurs d'huile de palme, a poussé les associations du secteur à déposer des plaintes en bonne et due forme contre de telles pratiques, jugées discriminatoires et contraires aux politiques déclarées des producteurs. Pour ce qui est des marchés à terme, 2020 a vu le lancement ou la préparation de plusieurs nouveaux outils de couverture et de détermination des prix, en particulier un contrat d'options pour l'oléine de palme en Malaisie, un contrat à terme pour le soja au Brésil et un contrat à terme pour l'huile de soja dégommée en Inde. Par ailleurs, en Chine, l'accès des investisseurs étrangers à la négociation de contrats à terme pour l'huile de palme s'est encore amélioré, tandis qu'une bourse des matières premières agricoles couvrant les huiles végétales a été mise en place en Égypte.

22. **Mesures liées à la covid-19:** Dans de nombreux pays, les producteurs et les transformateurs d'oléagineux ont été touchés par les mesures gouvernementales mises en place pour limiter la propagation de la covid-19. En particulier, en Malaisie, où les mesures temporaires de restriction des déplacements ont encore aggravé la pénurie de main-d'œuvre chronique dans le secteur des plantations, les entreprises productrices d'huile de palme ont intensifié leurs efforts afin de rendre le travail dans les plantations plus attrayant pour la population locale, tout en encourageant des méthodes de récolte mécanisées ainsi que l'automatisation des opérations de broyage.